

Le Travail et notre société

Respectable Loge, Les écossais roannais, Orient de Roanne, Région 6.

Mots-clefs : Travail, Société, Changement

Nos constats

La crise sanitaire vécue aux mois de mars, avril et mai 2020 ont mis en lumière de nombreuses professions jusque là ignorées ou méprisées. Les soignants mais pas seulement ont fait que notre pays a pu rester debout face à la 1^{ère} vague, en effet soignants, caissières, routiers, éboueurs, agents de tous les services publics ... Ces métiers souvent pointés du doigt car « trop coûteux » pour notre économie se sont révélés être indispensables pour que le pays tienne bon. Pourtant les hommes politiques valorisent depuis plusieurs années les startupers et tous les métiers de la « tech » qui eux peuvent compter leur salaire annuel en milliers de K € et pouvaient allégrement télé-travailler depuis leur résidence secondaire loin de la capitale pendant le confinement. Nous ne voulons pas opposer les français entre eux mais souvenons nous qu'un jour un président a dit que dans une gare se croisent ceux qui ne sont rien et ceux qui ont réussi. Peut-on dire aujourd'hui que « ceux qui ne sont rien » ont été « tout » lors du confinement ? Définissons ce qu'est le « travail dit de situation ». C'est un instrument de classification et de positionnement social. Le travail permet aux individus de se situer les uns par rapport aux autres. Dans notre civilisation, la réalisation de soi passe indéniablement par le travail. La reconnaissance de l'individu passe par son activité professionnelle. Réfléchissons donc à une nouvelle reconnaissance des différents métiers qui ont été indispensables.

Propositions pour notre future relation au travail

Pendant nos différents échanges, voici quelques réflexions qui ont émergé et qui permettent de commencer à entrevoir des propositions.

Dissocier le revenu du travail à travers le revenu universel est une proposition intéressante d'un point de vue philosophique et pour le progrès humain. Mais si l'individu s'accomplit par le travail, qu'en sera t-il avec un revenu donné à tous sans condition ? C'est une proposition qu'il faut approfondir et dont il faut discuter, comment la financer ? Comment ne pas tomber dans une sorte d'oisiveté générale qui ne serait pas bénéfique à la société ?

Le travail selon Aristote « abime les corps et brise les âmes », il faudrait donc le partager davantage comme ce qui a été fait autrefois par le CNR (40 heures), François Mitterrand (39 heures) et Lionel Jospin (35 heures). Allons plus loin et réduisons le temps de travail pour en créer davantage. Plutôt que de baisser massivement les cotisations sociales avec peu de conditions (CICE), discutons avec les partenaires sociaux et engageons le débat de la réduction du temps de travail. Thomas More en avait fait son utopie au XV^{ème} siècle, 6 siècles plus tard, ce débat ne doit pas être un vilain mot.

L'échelon européen semble être le plus pertinent pour mener ces politiques, pour mettre fin au dumping social à l'intérieur de l'Europe et relocaliser notre entreprises nous devons penser notre école à l'échelon européen. L'Europe est également la promesse des lendemains qui chantent (l'après-guerre), à l'heure du Brexit restons mobilisés.

L'Etat doit être réaffirmé car il a montré son utilité en temps de crise. L'éducation, la santé, les énergies et bon nombre de services doivent être assurés par l'Etat afin de mettre d'autres objectifs que la rentabilité. Par exemple avec les valeurs d'humanistes qui sont les nôtres.

La liberté d'entreprendre est motrice du progrès, il faut continuer de permettre aux individus de créer et d'avoir des idées pour améliorer la société. Les individus en tant que citoyens doivent être plus souvent sollicités pour définir des règles plus précises.

Nos propositions

- => Mettre en place un revenu universel bénéficiant à tous les français dès 18 ans.
- => Partager davantage le temps de travail pour permettre davantage de création d'emplois.
- => Harmoniser la fiscalité au niveau européen.
- => Renforcer le budget des services publics indispensables au développement de notre pays (santé, éducation, sécurité).
- => Conserver la liberté d'entreprendre en créant un cadre légal qui oblige les entreprises à respecter davantage l'environnement.

Harmoniser la fiscalité et les prélèvements européens pour agir efficacement sur la solidarité